



COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES

## Moldavie : Gagaouzie

### I. Situation générale

Le nom de Gagaouzie se rattache à un mot turc "Oguz" qualifiant une ancienne tribu turque. Deux hypothèses sont évoquées par les ethnologues concernant l'origine des Gagaouzes: certains pensent qu'ils sont les descendants de tribus turques installées en Bulgarie entre le XII<sup>ème</sup> et le XVII<sup>ème</sup> siècle, d'autres affirment qu'il s'agit d'Européens assimilés dans le cadre des conquêtes de l'Empire ottoman.

**Dénomination officielle:** **Gagaouzie Yeri** (République gagaouze)

**Gouverneur:** **Georgi Taburshik**, communiste, proche de Vladimir Voronin.

**Fête nationale:** **23 décembre 1994 (Autonomie à l'intérieur de l'ensemble moldave.)**

**Capitale:** **Comrat (Komrat)** (27 500 habitants) à 105 km de Chisinau.

**Superficie:** 1800 km<sup>2</sup> (moins grand que le territoire des Yvelines). Situé au sud-ouest de la Moldavie, ce territoire est frontalier de la Roumanie et de l'Ukraine.

**Population:** **le recensement de 1989 comptait 170 000 Gagaouzes en Moldavie (4% de la population totale).** La région est composée de 37 villages ou localités non jointives peuplées également de Bulgares, d'Ukrainiens et de Moldaves (26%).

**Les Gagaouzes ne constituent que 47% de la population au sein de l'entité autonome.** Ils ne sont majoritaires que dans les cantons de Comrat et Ciadar-Lunga (64%) et dans plusieurs villages rattachés aux districts de Vulcanesti, de Basarabeasca et Taraclia.

**Economie:** essentiellement agricole. Culture céréalière, tabac et viticulture. Le gouvernement gagaouze cherche actuellement à attirer les investissements étrangers.

**La langue :** les Gagaouzes sont une minorité turque christianisée intégrée à la Bessarabie après l'annexion de la région par la Russie en 1812. La langue gagaouze est proche du tatar de Crimée et du turc. Le gagaouze était transcrit en caractères grecs, avant d'adopter l'alphabet cyrillique en 1958. Le gouvernement autonome propose des cours dans cette langue à tous les niveaux, même si on ne la parle plus dans sa forme pure depuis 200 ans.

En 1992, le président du Parlement de Moldavie a demandé à la Turquie de contribuer à l'amélioration de la langue et de la culture de cette minorité. La plupart des Gagaouzes russifiés pendant la période stalinienne parlent le Russe.

## II. Les premières années dans la Moldavie indépendante

Au tournant des années 1990, les perspectives d'indépendance qui se font jour en Moldavie inquiètent les Gagaouzes. Comme les Abkazes et les Ossètes de Géorgie, ils souhaitent être maintenus dans l'ensemble soviétique, tout en prenant soin de resserrer leurs liens culturels avec Ankara.

Le conflit se noue à propos de la question linguistique, à la suite d'une loi adoptée par le Soviet suprême de Moldavie le 31 août 1989 qui fait du roumain l'unique langue officielle du pays. Le processus nationaliste et identitaire est enclenché au sein des populations minoritaires et les Gagaouzes fondent leur propre mouvement (Gagaouze Halki) en octobre 1989. Moins d'un an plus tard, **le 19 août 1990, la Gagaouzie proclame son indépendance.**

La situation se tend en octobre 1990, au moment des élections au Soviet suprême dans une région qui n'est historiquement pas hostile à la Moldavie. Devant la répétition d'incidents inter-ethniques le gouvernement moldave décrète l'état d'urgence. Le 30 octobre 1990, le parlement moldave expulse la plupart des députés gagaouzes.

Les Soviétiques qui ne font pas mystère de leur préférence pour la cause gagaouze assurent leur présence dans la région et déploient des troupes de maintien de la paix. La République de Gagaouzie engagée dans une logique de sécession forme un gouvernement dirigé par Stepan Topal à l'issue d'élections qui sont immédiatement jugées anticonstitutionnelles par le gouvernement moldave.

Pendant cette période de fermentation nationaliste, deux tendances se dessinent parmi les dirigeants gagaouzes: une ligne radicale dirigée par Stepan Topal et Mickail Kendegelian et une autre plus modérée conduite par Constantin Taushanji et Leonid Dobrov tous deux soutenus publiquement par le président moldave Mircea Snegur.

**Le 17 mars 1991, les Gagaouzes se prononcent massivement (97%), de façon prévisible, en faveur du maintien dans l'union.** En mai 1991, Constantin Taushanji et Leonid Dobrov évoquent le principe d'une autonomie administrative et économique de la Gagaouzie et réaffirment le droit à l'autodétermination de la région dans le cas où la Moldavie se réunifierait à la Roumanie. Les leaders gagaouzes réclament avant toute chose que le roumain ne soit pas l'unique langue de communication en Gagaouzie.

Le 19 août 1991, les dirigeants de la Gagaouzie et de la région du Dniestr approuvent la tentative de coup d'Etat à Moscou et soutiennent le Comité d'Etat pour l'état d'urgence, organe suprême créé par les putschistes.

Les dirigeants de la Gagaouzie et du Dniestr à dominante russe espèrent que le rétablissement d'un gouvernement conservateur à Moscou entravera la marche vers l'indépendance de la Moldavie. A la suite de l'échec du coup d'Etat, deux dirigeants communistes gagaouzes, dont Stepan Topal sont arrêtés et détenus pendant trois semaines. En septembre, des centaines de manifestants défilent à Comrat en faveur d'un Etat gagaouze indépendant.

A partir de novembre 1991, la tension se porte sur les postes frontières entre la Gagaouzie et la Moldavie. Pour sortir de la crise provoquée par l'entité sécessionniste le 3 août 1992, le président moldave Snegur admet le principe d'une "patrie" gagaouze disposant d'une autonomie politique et culturelle dans l'ensemble moldave.

Au cours de l'année 1992, c'est l'aile modérée qui s'impose dans le camp gagaouze. Dobrov est élu maire de Comrat. La situation se dégrade de façon accélérée à la fin de l'année 1992. Des nationalistes gagaouzes affrontent les forces du ministère de l'intérieur moldave le 13 novembre 1992, après que celles-ci aient ouvert le feu sur un habitant de Vulcanesti lors d'une opération de contrôle destinée à enrayer le trafic des armes dans cette région.

Une double "élection présidentielle" se tient en Transdniestrie et en Gagaouzie, Igor Smirnov est élu président de la RDM et Sepan Topal de la région gagaouze. Le Soviet suprême de Gagaouzie adopte une loi interdisant aux habitants de la région gagaouze de servir dans les rangs des forces armées moldaves.

### **III. Incidents en 1993**

En janvier 1993, les militants gagaouzes occupent l'édifice administratif de Vulcanesti, ce qui conduit à la mise en place de deux bureaux administratifs dans la ville. Deux mois plus tard, le 25 mars 1993, 200 personnes attaquent le poste de police à Comrat, des paramilitaires gagaouzes empêchent la police moldave de pénétrer dans la ville. En juin 1993, des membres de la garde gagaouze harcèlent des fermiers d'origine bulgare dans la région, la police moldave s'interpose pour éviter la confrontation. La presse gagaouze accuse alors la police de détruire les structures de l'Etat, en dépit de l'attitude des forces de sécurité qui cherchent plutôt à éviter les affrontements inter-ethniques, même lorsque des institutions moldaves sont attaquées.

**Depuis l'automne 1993, la violence dans l'enclave gagaouze diminue.** Bien que les combats aient été limités, sans comparaison avec les affrontements qui ont secoué la Transdniestrie, la situation reste tendue. Selon le Conseil de l'Europe dans les districts habités par les Gagaouzes, le pouvoir judiciaire local respecte les autorités centrales et les compétences de la cour suprême de la République de Moldavie.

### **IV. Vers l'apaisement et l'émergence d'une collectivité dotée d'un statut spécial**

Les relations entre la Gagaouzie et Chisinau commencent à se normaliser au début de l'année 1994 après la défaite au mois de février 1994 des partisans de la réunification avec la Roumanie (5% des voix). Une volonté de négociation et d'arrangement se dessine de part et d'autre. Le pouvoir moldave ne tarde pas à accorder un certain nombre de droits linguistiques et culturels aux Gagaouzes à l'intérieur d'un pays dont l'identité multiethnique est souvent rappelée par le président lui-même. Pour la première fois en Europe orientale une autonomie territoriale est concédée à une minorité ethnique par le pouvoir central. **Pour de nombreux d'observateurs de la transition post-soviétique, le cas de la Gagaouzie constitue un modèle pour les traitements des conflits interethniques en Europe.**

Sur le plan culturel, la section de l'académie des Sciences de Moldavie facilite la mise en place et le développement de l'alphabet latin pour le gagaouze écrit dans le cadre d'un programme pour améliorer le niveau de vie des populations. Un institut pédagogique autonome et une université gagaouze sont instaurés à Comrat. En plus de l'apprentissage de la langue natale dans les villages, des fonds ont été envoyés de Turquie et de Bulgarie pour financer les programmes culturels et éducatifs de la nouvelle entité.

Pour ce qui les concerne, les leaders gagaouzes ont fait preuve d'un réalisme politique qui a eu pour effet d'apaiser les tensions et d'aplanir les difficultés administratives et institutionnelles avec les autorités moldaves. Contrairement à la République du Dniestr peuplée de slaves, l'autonomie gagaouze ne constitue ni un handicap économique pour la Moldavie, ni un enjeu diplomatique susceptible de l'entraîner dans un conflit avec ses voisins.

De fait les combattants séparatistes n'ont jamais menacé l'approvisionnement industriel et énergétique de la Moldavie. A l'heure actuelle un important terminal pétrolier est en chantier sur la rive moldave du Danube. Bien que les Russes aient favorisé au début de la décennie nombre de sécessions des minorités dans les anciennes républiques rebelles de l'URSS, les séparatistes gagaouzes n'ont jamais disposé de stocks d'armes conséquents en provenance de l'armée soviétique.

**La Constitution votée le 29 juillet 1994 accorde l'autonomie culturelle et politique à la Gagaouzie.** Le préambule de la loi définit les Gagaouzes comme un peuple (popor) en leur reconnaissant une identité nationale spécifique à l'intérieur de la Moldavie indépendante.

L'article 111 de la Constitution prévoit un statut spécial pour la Gagaouzie dotée d'une assemblée et d'un Parlement qui réserve toutefois un droit pour celle-ci de proclamer son indépendance si la Moldavie décidait d'y renoncer pour s'unir à un autre Etat.

La loi portant statut spécial de la Gagaouzie de 1994 définit celle-ci comme une formation territoriale autonome faisant toutefois partie intégrante de la République de Moldavie. L'exécutif est représenté par un gouverneur (Bashkan) et le pouvoir législatif par une Assemblée populaire (Halk Toplushu) composée de 35 membres élus pour 4 ans.

Le gouverneur (Bashkan) est élu au suffrage universel. Il exerce son autorité sur l'administration provinciale chargée de promulguer les lois locales. Il nomme un comité exécutif (Bakanik komitesi) s'apparentant à un conseil des ministres qui doit être confirmé par l'Assemblée populaire.

La loi établissant officiellement un statut spécial de la Gagaouzie Yeri (*le terme Yeri est traduit par république ou territoire*) en tant qu'entité territoriale autonome organisée en trois comtés est ratifiée par le président Snegur le 13 janvier 1995.

**30 districts sur 36 se prononcent en faveur de l'autonomie lors du référendum organisé en mars 1995 sur l'avenir de la région.**

**Lors des élections des 28 mai et 11 juin 1995, c'est Georgi Tabunshik**, ancien premier secrétaire du PC à Comrat de 1979 à 1987, devenu dans l'intervalle candidat indépendant qui emporte l'élection face à Stepan Topal, le fondateur de la République moldave indépendante. En marge de l'élection du gouverneur, la région a élu 26 députés à l'Assemblée populaire.

L'arrivée à la tête de Tabunshik connu pour sa politique de rapprochement avec Chisinau et sa modération dans son appréciation du conflit en République du Dniestr contribue à instaurer un climat de détente. Après que les armes des combattants sécessionnistes aient été déposées, ceux-ci sont intégrés à l'intérieur des forces du Ministère de l'intérieur. En septembre, 1995 le nouveau "président" à la tête d'une délégation gagaouze obtient un premier gage de reconnaissance internationale lors d'une rencontre avec le président turc Deymirel à Ankara.

Depuis lors, la Gagaouzie cesse de revendiquer un Etat séparé et consent à défendre ses intérêts territoriaux, culturels et ethniques dans un cadre confédéral.

## **VI. Compétence de l'entité autonome**

A l'intérieur de la large autonomie dont bénéficie la Gagaouzie, la Moldavie conserve ses compétences en matière de politique étrangère, défense, citoyenneté et émission de la monnaie. L'autorité représentative de la Gagaouzie Yeri est l'Assemblée populaire (Halkoplusu). Celle-ci est compétente dans les domaines de la culture, de l'éducation, de l'économie locale, de la santé, de l'environnement, du budget et des affaires sociales.

En matière d'administration territoriale, elle est chargée du découpage électoral, de l'organisation des référendums et de la tenue des élections.

Cette autonomie d'une partie du territoire moldave ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes du fait d'autorités administratives mal définies à l'intérieur d'une régionalisation réussie dans un environnement géopolitique particulièrement sensible.

L'institution d'un préfet, représentant le gouvernement central chargé du respect des lois nationales se heurte au sentiment d'autonomie qui est celle des Gagaouzes à l'égard de leur patrie.

La nature institutionnelle de la Gagaouzie à l'intérieur de l'ordonnement moldave est une construction aussi complexe qu'imprécise. Les magistrats sont par exemple nommés par l'Assemblée populaire de Gagaouzie, mais doivent aussi être confirmés par le Conseil de la magistrature de Chisinau.

Une "armée gagaouze", le bataillon de Burgeac qui disposait d'un soutien logistique et militaire de la part des Russes de Transdnestrie a été formellement dissoute en juillet 1995 à la suite des accords ratifiés avec Chisinau pour intégrer un régiment de carabiniers, en principe rattaché aux troupes du ministère de l'intérieur moldave. Ces troupes payées par le gouvernement de la Moldavie sont placées sous le contrôle de la Gagaouzie Yeri et commandées par un officier nommé par le gouverneur, confirmé par le ministre de l'intérieur moldave. Le commissaire de la ville de Comrat qui s'est arrogé le titre de ministre de l'intérieur dispose lui aussi d'une autorité sur ce bataillon.

A la fin de la décennie 1990, la situation est apaisée. Les élections locales du 23 mai 1999 se sont déroulées régulièrement. Les relations sont alors plutôt détendues entre l'entité autonome et les représentants de Chisinau, à l'intérieur d'un pays et d'une république qui a forgé un concept non ethnique de la citoyenneté.

## **VII. La Gagaouzie depuis l'arrivée du Président communiste Vladimir Voronin le 4 avril 2001**

Quelle sera la place et le statut de la Transdnestrie et de la Gagaouzie au sein du nouveau projet constitutionnel d'inspiration fédéraliste en gestation, telle est l'une des interrogations de l'heure.

Un peu plus de 8 ans après l'adoption d'une autonomie administrative au sein de la Constitution de 1994, la Gagaouzie s'inquiète aujourd'hui de son statut futur au sein du nouveau projet fédéraliste en préparation. La question du degré d'indépendance de la Gagaouzie à l'intérieur de

l'ensemble moldave a eu tendance à relancer une tension qui avait disparu ces dernières années entre Comrat et Chisinau.

Les Gagaouzes s'inquiètent de faire les frais d'un projet de fédéralisation visant surtout à régler l'épineux statut de la Transnistrie. L'équilibre sur lequel reposait les relations entre Moldaves et Gagaouzes est aujourd'hui fragilisé et certains membres de la communauté gagaouze imaginent une solution républicaine autonome au sein de la Moldavie.